**Commission Exécutive des 12 et 13 janvier 2016
Rapport du Bureau National**

Les guerres se poursuivent au Proche Orient avec leur lot habituel de morts et de blessés parmi les civils. Dans ces conditions le flot de réfugiés n'est pas prêt de se tarir. Les migrants continuent de se noyer en Méditerranée alors que l'Europe commence à fermer les portes, élever des murs et des grillages.

En France, la fin de l'année 2015 aura été marquée par les attentats du 13 novembre et les élections régionales du 6 et 13 décembre.

Ces attentats auront, bien évidemment, profondément marqué le pays et provoqué dans le peuple un fort sentiment de peur et une exigence de sécurité qui pourrait aller jusqu'à remettre en cause les fondements démocratiques de la République. Le gouvernement a décidé de renforcer les interventions en Syrie et en Irak et de décréter l'état d'urgence. Mais ne doit-on pas s'interroger sur notre responsabilité ici, en France, vis à vis de ces enfants perdus de la République qui ne se trouvent, comme avenir, que le terrorisme ? Ne devons-nous pas nous interroger sur la mise en place de l'état d'urgence quand celui-ci sert aussi à assigner à résidence des militants écologistes ? En quoi l'inscription de l'état d'urgence dans la Constitution, fondement de notre République et de ses valeurs, est-elle indispensable ? La proposition de déchéance de nationalité n'entre-t-elle pas en contradiction avec ces mêmes valeurs ?

Des élections régionales on peut retenir deux faits marquants. Un fort taux d'abstention et une forte progression de l'extrême droite, deux phénomènes (abstention et vote de rejet) qui font que plus d'un citoyen sur deux a refusé de participer au système démocratique, phénomène révélateur d'une démocratie à bout de souffle et d'un manque de véritable perspective sociale visible.

On peut se réjouir que la Cop 21 ait abouti à un accord entre tous les pays. Cependant cet accord est minimal et, selon les experts du climat, ne permet pas encore de descendre sous les 2°C de réchauffement de la planète, il ne comporte ni contrainte ni sanction et les 100 milliards de \$ prévus pour les pays en développement ne sont pas encore financés.

En France, une politique de transition écologique, à condition de faire l'objet d'investissements importants et de formation, pourrait être créatrice de nombreux emplois alors que le chômage continue de progresser et atteint 10,6% de la population active. La croissance n'a pas dépassé 1% en 2015. L'INSEE prévoit une croissance de 0,4% par trimestre pour le premier semestre 2016, une petite lueur mais bien insuffisante pour éclairer l'avenir. Quant aux prix, sur les 12 derniers mois, ils ont été globalement stables, signe d'une stagnation. Au 1^{er} janvier le SMIC a été augmenté selon la loi, sans aucun coup de pouce. Lors de ses vœux aux français le Président de la République a évoqué un état d'urgence sociale tout en annonçant des mesures qui s'inscrivent dans la continuité de la politique menée ces dernières années.

Nos pensions ont été augmentées de 0,1% en octobre dernier. Si cette mesure est la stricte application de la loi sur la revalorisation des pensions, elle a montré les limites de ce système qui aboutit pour nombre de retraités à une baisse réelle du pouvoir d'achat et qui, sur le long terme, décroche l'évolution des pensions de celle des salaires. Nous avons, sur cette question, développé un argumentaire aujourd'hui partagé par l'ensemble des organisations syndicales de retraités (certains le critiquent, ils pourront s'exprimer).

La loi d'adaptation de la société au vieillissement a été définitivement adoptée.

Il nous aura fallu, avec les autres organisations syndicales de retraités, beaucoup de persévérance dans nos interventions. Nous devons encore veiller à la représentation des organisations de retraités dans les nouveaux organismes de gouvernance.

L'épisode récent autour de la demi-part fiscale des veuves et veufs ayant élevé un enfant est symptomatique d'un dialogue particulièrement difficile. Depuis la mise en place de la mesure supprimant progressivement cette demi-part les organisations de retraités, dont la FGR-FP, n'ont cessé d'alerter sur les conséquences de cette mesure, en particulier, pour les titulaires de petites pensions. Il aura fallu attendre le dernier moment pour que le gouvernement, dans la précipitation et l'impréparation la plus complète, annonce une mesure provisoire pour 2016 et 2017 qui ne règle aucunement la question pour l'avenir.

Interpellés par des adhérents inquiets du flou sur l'évolution des cotisations au 1^{er} janvier 2016, nous avons écrit au président de la MGEN. Courrier resté sans réponse à ce jour.

L'action carte-pétition a été un véritable succès puisqu'elle a recueilli près de 100 000 signatures et s'est conclue, le 1^{er} octobre, par une rencontre à l'Élysée avec le conseiller du président de la République aux affaires sociales.

Mais l'unité n'est pas un long fleuve tranquille, la FGR-FP n'a pas pu s'associer à l'action du 24 novembre, vous avez pu en suivre les péripéties dans les circulaires publiées.

Alors que, tant sur le plan du pouvoir d'achat que sur la question de la santé et que sur la place du retraité dans la société et sa représentation, il y a nécessité d'agir, cette question de l'unité devient de plus en plus difficile. A l'inter

UCR, la CFDT refuse toute action ; sous l'impulsion de la FGR-FP a été mis en place un groupe de travail sur le pouvoir d'achat mais, après deux réunions, la CGT a décidé de ne plus y participer.

Dans l'intersyndicale des 9 nous nous heurtons régulièrement aux surenchères de FO et de Solidaires. Force est de constater que dans les relations des intersyndicales de retraités interviennent des enjeux qui dépassent le strict de domaine des revendications et actions des retraités eux-mêmes. Pour notre part, à tous moments, en tous lieux, la FGR-FP essaie d'œuvrer à l'unité sans en rabattre sur les revendications.

Cependant, constatons que ces questions ne se posent pas de la même manière dans les départements où, selon les actions et selon les départements, les configurations unitaires sont très diverses.

Lors de la réunion du 18 décembre, l'intersyndicale des 9 a posé le principe d'une action le 10 mars, axée essentiellement sur le pouvoir d'achat des retraités. A cette occasion nous avons rappelé notre souhait d'actions construites sur le long terme avec des revendications claires, bien cadrées et partagées par tous. Sur la question du pouvoir d'achat des retraités la FGR-FP a avancé trois revendications essentielles : une évolution des pensions prenant en compte l'évolution des salaires, pas de pension inférieure au SMIC pour une carrière complète, un coup de pouce particulier pour les petites pensions.

Par ailleurs, une demande de rendez-vous au Ministère des finances sera envoyée pour demander des éclaircissements sur la question de la demi-part et réclamer, à nouveau, son rétablissement.

L'année 2015 a vu quelques avancées dans certains domaines (loi vieillissement, tiers payant, ...) mais elle a aussi vu le recul du pouvoir d'achat des retraités se confirmer, les questions de coût de la santé et des déserts médicaux s'amplifier. L'année 2016 qui commence ne risque guère d'être un long fleuve tranquille et nécessitera la mobilisation des retraités sur toutes ces questions tout en essayant de surmonter les divisions.

2016 est aussi l'année de notre congrès national dont la préparation est maintenant lancée dans les sections départementales.

FONCTION PUBLIQUE – RETRAITE

Dans le rapport du C.O.R du 16 décembre 2016 j'ai choisi de parler du niveau de vie des retraités (chapitre 2).

Si l'on compare le niveau de vie moyen des actifs ou de la population et celui des retraités français, ce dernier est supérieur, en 2012, 103 % de celui des actifs, mais cela masque une réalité diverse.

Le COR aborde cette question sous plusieurs angles :

- Comparaison entre le niveau de vie des retraités et des actifs ;
- Le profil de niveau de vie au cours du cycle de vie ;
- Le niveau de vie à la retraite des femmes et des hommes selon la situation conjugale et matrimoniale
- Le niveau de vie des retraités selon la zone géographique
- Niveau de vie des retraités en comparaison internationale.

Comparaison niveau de vie Retraités/Actifs

Les retraités ont des revenus inférieurs aux personnes actives mais leur niveau de vie est comparable car ils ont moins souvent d'enfants à charges. (1) En 2013, le niveau moyen de vie des retraités est estimé à 2049 €/mois et par Unité de Consommation (U.C) et celui des personnes actives âgées de 18 ans ou plus à 2062 €/mois. Si l'on compare à celui de la population (1946€/mois et par U.C), il est supérieur.

De 1970 et 1996, le niveau de vie des retraités a beaucoup progressé. Le revenu fiscal moyen par unité de consommation des ménages de retraités est passé de 70 % à près de 100 % rapporté à celui des ménages de l'ensemble de la population.

De 1996 à 2010 les niveaux de vie moyen ont progressé à peu près parallèlement.

Du fait de la crise et de l'augmentation de la pression fiscale, les niveaux de vie moyens des actifs et de l'ensemble de la population ont baissé. Ce n'est pas le cas du niveau de vie moyen des retraités car la pension moyenne par U.C progresse toujours du fait de l'effet de noria. Cette tendance est toutefois freinée par la récente baisse sur les revenus du patrimoine et par la hausse des prélèvements sociaux et fiscaux.

Le rapport entre le niveau de vie moyen des retraités et celui de l'ensemble de la population, compris entre 101 et 103 % entre 1996 et 2011, a légèrement augmenté, 105 % en moyenne sur 2012 et 2013

Entre 2004 et 2013, le niveau de vie moyen des retraités et des actifs a finalement peu évolué (+ 2 points) alors que dans le même temps la pension moyenne rapportée au revenu d'activité moyen progressait plus rapidement.

Selon le COR la courbe va s'inverser. Le niveau de vie des retraités ne serait plus que de 81 % à 94 % de celui des actifs en 2040.

Dispersion des niveaux de vie et le taux de pauvreté :

En 2013, le niveau médian des retraités est égal à 1720 €/mois et par UC.

Leurs niveaux de vie se situent un peu en dessous de ceux des personnes actives à l'exception des 1er et dernier déciles et un peu au-dessus de l'ensemble de la population.

En 2013, un retraité / 10 dispose d'un revenu inférieur à 1050 € par mois et par UC. (11) et 1 retraité / 10 d'un revenu supérieur à 3250 €/mois et par UC.

Le rapport entre ces deux seuils est de 3,1 chez les retraités en 2013 (stable depuis 1996) (actifs : 3,3 et ensemble de la population : 3,5)

Le taux de pauvreté des retraités est estimé à 7,9 % (8,1 pour les femmes/ 7,5 % pour les hommes).

Le profil de niveau de vie au cours du cycle de vie :

Dans cette partie le COR va s'intéresser au revenu d'activité ou de retraite par U.C du ménage et non, au niveau de vie du ménage.

Le revenu par UC du ménage atteint son maximum en fin de carrière. Il est le même tout au long de la retraite puisque les pensions sont indexées à l'inflation. Si le revenu par UC pendant la retraite est inférieur à celui en fin de carrière, il est nettement supérieur à celui que le couple a connu tout au long de sa vie active.

Selon la situation conjugale et matrimoniale :

Les écarts de niveau de vie et de taux de pauvreté proviennent des femmes et des hommes vivant seuls.

La proportion des personnes vivant en couple continue à diminuer au fil des générations. A la retraite le niveau de vie moyen des femmes est plus faible que celui des hommes et leur taux de pauvreté supérieur. (10,3 % contre 8,2%) . (17)

L'écart entre le niveau de vie d'un retraité vivant seul et celui d'un retraité vivant en couple est de 22 points pour les femmes et 11 pour les hommes. La différence entre celui d'une femme seule à la retraite et d'un homme seul à la retraite est de 8 points.

La faiblesse du niveau de vie à la retraite est particulièrement marquée pour les femmes divorcées et pour les hommes célibataires dont le niveau de vie moyen est inférieur de 24 % et 23 % à celui des retraités vivant en couple. Les veuves, ont un niveau de vie moyen inférieur à 19 % aux retraités en couple alors que celui des retraités veuf est équivalent à celui des retraités en couples.

Cette situation plus favorable des veuves et veufs par rapport aux retraités célibataires est notamment due au système de réversion

La situation des retraités vivant seuls et notamment celle des femmes apparaît de moins en moins favorable à celle des retraités en couple.

Le niveau de vie des retraités selon la zone géographique :

Plus exactement des ménages dont la personne a 60 ans ou plus.

Pour les 60 ans et plus comme pour l'ensemble de la population, le niveau de vie moyen est nettement plus élevé en Ile-de-France (sauf dans le département de la Seine-Saint-Denis) que dans les autres régions.

Il existe des disparités entre les régions de province, mais moindres. L'écart de niveau de vie moyen entre la région la plus pauvre (Nord-Pas de Calais) et les deux régions les plus riches (Alsace et Rhône-Alpes) ne dépasse pas 15 % pour l'ensemble de la population, et 13 % pour les 60 ans et plus.

Il existe des départements où les ménages âgés sont relativement aisés par rapport au reste de la population et d'autres départements où leur situation est moins favorable. Les premiers sont situés autour de l'Ile-de-France et dans les régions méditerranéennes. Les seconds sont situés dans un croissant allant de la Bretagne à la Lorraine via le Massif central. Le taux de pauvreté de l'ensemble de la population est élevé (20 à 25%, contre 14 % au niveau national) dans trois zones : le Nord du pays, les régions méditerranéennes, notamment le Languedoc-Roussillon, et le département de la Seine-Saint-Denis.

Chez les ménages de 60 ans et plus, le taux de pauvreté est également élevé dans ces trois zones par rapport à la moyenne nationale (10,0 %), mais il y est sensiblement moins élevé (entre 13 et 18 %) que chez les ménages plus jeunes. En revanche, le taux de pauvreté des ménages âgés est presque aussi élevé que celui des ménages plus jeunes dans la plupart des départements du massif central où il dépasse 13 %. Ainsi les zones où les ménages âgés sont souvent pauvres sont non seulement les trois zones citées précédemment, mais également le Massif central.

Le niveau de vie des retraités selon la taille de l'agglomération :

En règle générale, plus l'on se situe dans une agglomération de grande taille plus le niveau de vie moyen des retraités augmente et plus leur taux de pauvreté diminue.

Pour l'ensemble de la population, ces disparités sont moins marquées. On observe surtout un écart de niveau de vie moyen entre l'agglomération parisienne et les autres agglomérations. C'est dans les agglomérations de taille moyenne (20 000 à 200 000 habitants) plutôt que dans les communes rurales que le niveau de vie moyen est minimal et le taux de pauvreté maximal.

Si le niveau de vie moyen des retraités est pratiquement égal à celui de l'ensemble de la population au niveau national, il est supérieur à celui des autres habitants dans l'agglomération parisienne ainsi que, dans une moindre mesure, dans les grandes agglomérations, mais est inférieur à celui des autres habitants dans les communes rurales. De même, le taux de pauvreté des retraités est sensiblement moins élevé (de 7 à 8 points) que celui du reste de la population dans les agglomérations de plus de 20 000 habitants, alors qu'il est égal à celui du reste de la population dans les communes rurales

Niveau de vie des retraités en comparaison internationale.
L'OCDE retient comme seuil de pauvreté un niveau égal à 50 % du revenu disponible par UC médian. Le recul de la pauvreté chez les personnes âgées est une réalité au sein des pays de l'OCDE. (12,6 % en 2002 contre 15,01 en 2007). Dans de nombreux pays le risque de pauvreté est plus grand chez les jeunes que chez les plus âgés.

Parmi les douze pays suivi par le COR, le taux de pauvreté était le plus fort au Etats-Unis (21,5%) et le plus faible aux Pays-Bas et en France (2 % et 3,8 % ensemble de la population 8,1 % avec le seuil de l'OCDE).

En 2012, en moyenne dans l'OCDE, les ménages de plus de 65 ans avait un niveau de vie correspondant à celui de l'ensemble de la population. C'est en France où il atteint 100 % que le niveau de vie relatif des plus de 65 ans apparaît le plus élevé parmi les pays suivi par le COR.

Une seule retraite pour les poly-pensionnés

Certains nouveaux « poly-pensionnés » pourraient percevoir... une seule pension. Un décret paru le 31 décembre 2015 au *Journal Officiel* instaure la mutualisation des retraites de faible montant. Cette mesure était prévue dans la réforme des retraites de 2014.

Concrètement, lorsque les droits d'un assuré relevant de plusieurs régimes de retraite sont inférieurs à 200 euros bruts par an, le régime dans lequel il justifie de la plus longue durée d'assurance peut verser, pour le compte du premier régime, les prestations.

Au lieu de toucher une « grosse » retraite et une multitude de « petites », le retraité perçoit ainsi une seule pension plus conséquente. Ce regroupement facilite la gestion de son budget. En outre, le pensionné dispose d'un interlocuteur unique et non de plusieurs. Pour les caisses de retraite, cette mutualisation génère des économies de gestion. Bref, un dispositif « gagnant-gagnant ».

Il existe, toutefois, quelques restrictions. Tout d'abord, la mutualisation est possible seulement pour les retraites de base publiques et privées. Le système ne s'applique donc pas aux pensions complémentaires (Arrco, Agirc, Ircantec...). En outre, il faut qu'une convention ait été signée entre le régime « principal » et le régime « secondaire » pour que les transferts de droits du second au premier puissent être réalisés.

Le dispositif est accessible uniquement aux retraités qui liquident leurs droits à compter du 1er janvier 2016. Les poly-pensionnés qui ont pris leur retraite avant cette date ne peuvent pas en profiter.

Enfin, le décret ne mentionne pas les droits indirects, c'est-à-dire les pensions de réversion attribuées au conjoint survivant suite au décès de l'assuré. Les veufs et veuves de poly-pensionnés percevant plusieurs pensions de leur vivant devraient continuer à toucher plusieurs réversions.

PROTECTION SOCIALE

Les 4 lois, où en est-on ?

ASV adoptée après accord AN-Sénat en CMP. Les décrets sont en cours d'écriture

Modernisation de notre système de santé : adoptée mais pas encore publiée.

LFSS : adoptée

Fin de vie : adoptée dans des versions différentes par les 2 assemblées, repasse en commission des affaires sociales le 20 janvier, puis en 3ème lecture, puis en CMP si besoin.

LFSS

art 33 L'ANI ne concernant pas les retraités, prévoit des contrats labellisés pour les plus de 65 ans ; les organismes devront respecter un cahier des charges fixé par décret ; c'est le contraire de la solidarité intergénérationnelle. Crédit d'impôt de 1 %. Effet au 1^{er} janvier 2017.

art 59 Gestion de l'AMO par les mutuelles de fonctionnaires : le texte dit « assuré pour le compte de l'État ou d'autres CT ; la mention « qui reçoivent compétence à cet effet » est supprimée.

art 59 Entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016 de la PUMa (protection universelle maladie). Seule condition pour la prise en charge des frais de santé en cas de cessation d'activité ou de non activité : résider sur le territoire français de façon stable et régulière ; les changements de situation personnelle n'ont plus d'incidence sur les droits ; disparition des ayants droit ; disparition de la CMU qui n'a plus de raison d'être. La CMUC continue d'exister.

Art 87 L'ONDAM est en progression de 1,75 % pour une évolution tendancielle de 3,6 %. Il se monte à 185,2 Md, ce qui représente une économie de 3,4 Md

art 38 3,5 Md sont prévus pour la compensation des exonérations et abattements de cotisations sociales.

Loi santé

Elle est passée de 57 à 227 articles, notamment par l'intégration du plan anti-tabac et du dispositif des GHT (groupements hospitaliers de territoires). Il y aura 38 décrets en conseil d'État, 14 décrets simples, 12 ordonnances et 11 arrêtés. Fillon, Juppé et Larcher ont déjà annoncé qu'elle serait abrogée en 2017.

Tiers payant : le rapport sur la solution technique qui devait être remis par l'assurance maladie et les complémentaires santé le 31 octobre sera rendu au plus tard un mois après la promulgation de la loi.

Elle intègre aussi le pacte territoire santé 2 destiné à lutter contre les déserts médicaux, ainsi que le dossier médical partagé, dont la réalisation est confiée à l'assurance maladie.

On connaît l'opposition d'une grande partie des médecins à la loi santé. La négociation sur la **convention médicale** qui doit se dérouler en 2016 risque d'être chaude, d'autant plus que M Touraine a déjà annoncé qu'il n'y avait pas de sous.

Dans l'actualité enfin un **plan national 2015-2018** (annoncé le 3 décembre) sur les **soins palliatifs** doit être mis en place. 190 millions lui sont attribués.

Groupe de travail Protection sociale

Le texte n'avait pas pu être finalisé en octobre car il est très long et le contenu définitif des quatre lois n'était pas connu. Maintenant on attend les décrets...

Le BN a accepté une deuxième réunion qui s'est tenue le 6 janvier où il a été décidé de restructurer le texte en fonction des quatre points annoncés dans le préambule. La version qui en est sortie, envoyée le 11 janvier, est loin d'être parfaite. Appel aux SD et SN à la retravailler.

Ambiance conviviale, très animée : cela tient au dynamisme des participants.